



SAIEM DRAGUIGNAN

LES OLIVADES

CONSTRUCTION DE PLUSIEURS BÂTIMENTS POUR UN TOTAL DE 49 LOGEMENTS A SALERNES

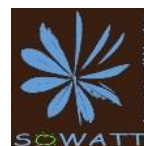
Préambule

Pour la construction de 49 logements à Salernes, le maître d'ouvrage s'est engagé dans une démarche de chantier propre.

Dans ce cadre, un suivi particulier et des contrôles auront lieu tout au long du chantier.

Le maître d'ouvrage souhaite la contribution de tous les intervenants et un engagement de tous ses partenaires en mettant en place **la présente charte** qui **devient une pièce contractuelle au même titre que les autres pièces du présent marché.**

Version	Date	Rédigé par	Vérifié par	Commentaires
0	14/11/2023	P. GULBASDIAN	S. GENTIL	Création
1	12/03/2024		S GENTIL	Ajout chapitre démolition



Articles de la charte

Article 1 : Définition des objectifs	3
Article 2 : Modalités de mise en place et de signature.....	3
Article 2.1 : Modalités de mise en place	3
Article 2.2 : Signature de la charte chantier propre	3
Article 3 : Respect de la réglementation	4
Article 4 : Organisation du chantier	4
Article 4.1 : Propreté du chantier	4
Article 4.2 : Stationnement des véhicules du personnel de chantier.....	5
Article 4.3 : Accès des véhicules de livraison.....	5
Article 5 : Contrôle et suivi de la démarche.....	5
Article 6 : Information des riverains	6
Article 7 : Sensibilisation du personnel à la démarche chantier propre.....	6
Article 8 : Limitation des nuisances causées aux riverains.....	6
Article 8.1 : Niveau acoustique en limite de chantier	6
Article 8.2 : Limitation des émissions de poussières et de boue.....	7
Article 9 : Limitation des risques sur la santé du personnel	7
Article 9.1 : Niveaux sonores des outils et des engins.....	7
Article 9.2 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux	8
Article 10 : Limitation des pollutions de proximité.....	8
Article 10.1 : Eaux de lavage	8
Article 10.2 : Huiles de décoffrage	8
Article 10.3 : Pollution des sols, eaux, air	8
Article 11 : Gestion et collecte sélective des déchets	8
Article 11.1 : Limitation des volumes et quantités de déchets.....	8
Article 11.2 : Modalité de la collecte	9
Article 11.3 : Modalité de suivi des déchets	10
Article 11.4 : Déchets de démolition.....	10
Article 12 : Protection de la Biodiversité.....	10
Article 13 : Sécurité incendie.....	10
Article 14 : Base vie.....	10
Article 15 : Classeur environnement.....	11
Article 16 : Insertion	11
Article 17 : Manquements et pénalités.....	11
Article 17 : Signature	12

Article 1 : Définition des objectifs

Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un chantier « propre » est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier propre sont de :

- ☐ limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- ☐ limiter les risques sur la santé des ouvriers
- ☐ limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- ☐ limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

Afin de quantifier ces objectifs les indicateurs ci-après seront retenus :

- ☐ La quantité de déchets générés /m²
- ☐ La quantité d'eau consommée sur le chantier en m³
- ☐ La quantité d'électricité consommée sur le chantier en kWh.
- ☐ Le nombre d'heures d'insertion

Article 2 : Modalités de mise en place et de signature

Article 2.1 : Modalités de mise en place

La charte chantier « propre » fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. Son contenu sera affiné en préparation de chantier en concertation avec les entreprises mais les exigences principales listées dans les articles qui suivent seront respectées.

Article 2.2 : Signature de la charte chantier propre

La charte chantier « propre » est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage.

[Les travaux de démolition sont concernés par les éléments de la charte applicables.](#)

Article 3 : Respect de la réglementation

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (sous-traitants, intérimaires, etc.) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

Article 4 : Organisation du chantier

Les plans délimitant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation seront mis au point lors de la phase préparatoire du chantier et tenus à jour au fur et à mesure du chantier. Ils précisent à minima :

- les zones de stockage des matériaux et matériels,
- les zones de collecte de déchets (tri sélectif)
- les zones d'accès pour les livraisons,
- les zones de stationnement des véhicules du personnel, des engins de chantier
- le positionnement des clôtures et la sécurisation des voiries,
- la position de la base vie
- la position de la grue + aire de manœuvre
- l'aire de fabrication ou livraison du béton
- les zones de décantation des eaux de lavage béton

Article 4.1 : Propreté du chantier

Des moyens sont mis à disposition pour assurer la propreté du chantier et limiter les pollutions :

- bacs de rétention si utilisation de produits dangereux,
- kits environnement anti-pollution,
- recyclage des eaux de lavage béton

Le nettoyage des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, est effectué **quotidiennement**. Les modalités de nettoyage et la répartition des frais y afférent seront définis dans les annexes d'organisation du chantier et répartition des dépenses communes.

Dans le cas où l'état de propreté du chantier serait jugé insatisfaisant par l'équipe de maîtrise d'œuvre le recours à une entreprise spécialisée de nettoyage pourra être exigé et sera aux frais du compte prorata ou des entreprises en activité sur le chantier.

Les roues des camions seront rincées avant tout retour sur la voie publique (sauf alerte sécheresse limitant l'usage de l'eau en période estivale).

Le chantier est clôturé pour assurer une protection et une interdiction d'accès à toute personne étrangère au chantier.

Le brûlage et l'abandon des déchets de chantier sont interdits ainsi que de tout type de végétaux.

Les rejets de déchets dans les réseaux d'assainissement sont interdits.

Les déversements de produits dangereux ou polluants (bombes aérosols, huiles, silicones, peintures...) dans les eaux ou sur le sol sont strictement interdits.



Article 4.2 : Stationnement des véhicules du personnel de chantier

Le stationnement des véhicules ne devrait pas être une difficulté pour ce chantier situé sur un terrain vaste – il sera possible de stationner sur le chantier. Les véhicules transportant du matériel seront prioritaires ; les autres véhicules se gareront si possible sur les zones autorisées des voies publiques alentour.

Article 4.3 : Accès des véhicules de livraison

Les entreprises chargées des approvisionnements seront tenues informées de la démarche de qualité environnementale du chantier. Un plan d'accès leur sera fourni.

Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons à des heures susceptibles de créer des difficultés de circulation et dans le but d'éviter des livraisons simultanées.

Un planning de livraisons sera établi en phase préparatoire et tenu à jour au fur et à mesure de l'avancée des travaux. Un affichage des livraisons de la semaine par demi-journée sera mis en place.

Article 5 : Contrôle et suivi de la démarche

Un responsable « chantier propre entreprise » au sein de l'entreprise en charge du compte PRORATA est désigné au démarrage du chantier. Il est le garant du respect des dispositions de la charte « chantier vert ».

Le responsable « chantier propre entreprises » devra assurer une permanence sur le chantier, jusqu'à la livraison.

Il s'assurera notamment :

- ☐ que chaque entreprise a sensibilisé son personnel aux éléments de la charte et a signé celle-ci,
- ☐ que toute remarque ou plainte des riverains a été consignée et transmise au Maître d'Ouvrage,

Il effectuera le contrôle des engagements contenus dans la charte « chantier propre » :

- ☐ propreté du chantier
- ☐ respect des zones de stockage
- ☐ exécution correcte des procédures de livraison (planning)
- ☐ gestion des évènements accidentels
- ☐ non dépassement des niveaux sonores annoncés dans la charte, respect des horaires
- ☐ exécution correcte du tri des déchets sur le chantier et traçabilité de ceux-ci
- ☐ suivi des consommations d'eau et d'énergie

Il participera à la réunion de chantier et au point environnement mensuel et fera part de toute difficulté rencontrée dans le cadre de sa mission.

Par ailleurs des audits de contrôle inopiné pourront être réalisés par la maîtrise d'œuvre afin de s'assurer que les éléments de la charte sont bien respectés. Le compte rendu d'audit sera transmis au Maître d'ouvrage, à l'équipe de maîtrise d'œuvre, au responsable de la charte chantier propre qui les commenteront en réunion de chantier. Des actions correctives seront proposées le cas échéant.



Article 6 : Information des riverains

Le nom du responsable « chantier propre » et ses coordonnées sont affichés à l'entrée du chantier.

Il se tient à la disposition des riverains pour répondre à toute question liée au chantier durant toute sa durée.

Le responsable « chantier propre » a la responsabilité de consigner toute demande ou remarque des riverains dans le classeur environnement présent sur le site via la fiche d'enregistrement des plaintes et remarques.

Une boîte aux lettres sera installée à l'entrée du chantier et/ou une adresse mail sera ouverte permettant à toute personne qui le souhaite d'effectuer des réclamations.

La communication avec les riverains sera assurée exclusivement par le Maître d'Ouvrage qui se chargera d'apporter les réponses aux interrogations exprimées.

Article 7 : Sensibilisation du personnel à la démarche chantier propre

Les entreprises doivent prévoir pour tous les intervenants une sensibilisation de leur personnel dès leur arrivée sur le chantier, quel que soit leur statut (CDI CDD intérimaire) et leur durée d'intervention.

Celle-ci portera sur les éléments de la charte et rappellera à minima :

- Les interdictions mentionnées en paragraphe 4-1 de la charte
- Les modalités de tri des déchets
- Les zones de stockage
- La protection des arbres
- Les modalités de stationnement et de livraison
- Les pratiques liées au bruit et à la poussière
- La gestion de pollution du sol ou des eaux et la localisation des kits anti-pollution
- Le nom du responsable « chantier propre »

Tous les intervenants arrivant en cours de chantier devront également recevoir cette sensibilisation.

Un modèle de livret d'accueil sera proposé aux entreprises en phase de préparation de chantier – il pourra servir de support à la sensibilisation demandée.

La sensibilisation associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Chaque entreprise formalisera ces sensibilisations et les consignera dans le classeur environnement du chantier.

[Les travaux de démolition sont concernés par ces dispositions.](#)

Article 8 : Limitation des nuisances causées aux riverains

Article 8.1 : Niveau acoustique en limite de chantier

[Les travaux de démolition sont concernés par ces dispositions.](#)

Les périodes horaires interdites pour des activités bruyantes liées à des travaux à Salernes sont les suivantes : **entre 20 heures à 7 heures et toute la journée des dimanches et jours fériés** – en dehors de ces plages horaires les bruits de chantier ne devront causer aucune gêne pour le voisinage.



Les engins ne seront pas utilisés à la limite de leurs capacités pour éviter des émissions sonores trop importantes.

Les engins hydrauliques seront préférés aux engins électriques eux-mêmes préférés à leurs équivalents pneumatiques

Les méthodes suivantes pourront être mises en œuvre pour limiter les nuisances acoustiques :

- utilisation de banches à système de serrage ne nécessitant pas l'usage du marteau pour leur fermeture
- privilégier les réservations par rapport au recours systématique au percement après coulage
- lors d'interventions au marteau-piqueur, éviter d'attendre que les bétons soient trop secs
- utilisation de béton auto-plaçant afin de réduire les interventions de vibration
- recépage des têtes de pieux à la pince hydraulique en remplacement du marteau piqueur.

Article 8.2 : Limitation des émissions de poussières et de boue

Les travaux de démolition sont concernés par ces dispositions.

D'une manière générale des dispositions seront prises pour limiter l'émission de poussières – un arrosage du chantier sera prévu (sauf en cas d'alerte sécheresse limitant les usages de l'eau potable) ainsi que toute disposition jugée utile pour protéger les riverains (bâchage par exemple). Un nettoyage de la voirie sur le pourtour du chantier sera organisé régulièrement.

Une aire de lavage des roues des camions sera mise en place dès la phase démolition.

Dans le cas où l'état de la voirie serait jugé insatisfaisant par l'équipe de maîtrise d'œuvre le recours à une entreprise spécialisée de nettoyage de voirie pourra être exigé et sera aux frais du compte prorata ou de l'entreprise concernée.

Article 9 : Limitation des risques sur la santé du personnel

Article 9.1 : Niveaux sonores des outils et des engins

Les travaux de démolition sont concernés par ces dispositions.

Une exposition à un niveau sonore supérieur à 120dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles. Entre 90dB et la valeur limite de 120dB, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé. Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs. Les intervenants sur le chantier exposés à des émissions sonores devront être informés et formés conformément à l'article R.232-8-5 du code du travail.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil. Le certificat de conformité (marquage CE) sera demandé en début de chantier.

L'entreprise veillera au port des équipements de protections auditives individuelles de son personnel, en respectant la réglementation :

- Entre 80 et 85 dB(A) : mise à disposition de protection individuelle contre le bruit
- Entre 85 et 87 dB(A) : port de protections individuelles contre le bruit obligatoires



Article 9.2 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être disponible sur le chantier et les prescriptions y figurant devront être respectées.

Article 10 : Limitation des pollutions de proximité

Article 10.1 : Eaux de lavage

Des bacs de rétention seront mis en place pour récupérer les eaux de lavage des outils et bennes à béton.

Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire sera rejetée dans le réseau pluvial. Le dépôt béton extrait des cuves de décantation sera jeté dans la benne à gravats inertes.

Article 10.2 : Huiles de décoffrage

L'huile végétale sera systématiquement privilégiée sinon les quantités d'huile minérale mises en œuvre seront limitées au strict nécessaire.

Une information sur les conditions d'utilisation de l'huile de décoffrage végétale devra être effectuée par la maîtrise d'œuvre avant son utilisation.

Les huiles de décoffrage non biodégradables seront stockées sur rétention couverte.

Article 10.3 : Pollution des sols, eaux, air

Les entreprises devront avoir à leur disposition sur le chantier les FDS des produits dangereux relatifs à leur lot dans le respect des réglementations en vigueur (reach...)

Les produits dangereux comportant le logo dangereux pour l'environnement seront impérativement stockés sur rétention, à l'abri de la pluie.

Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatils) doivent afficher leur teneur (décret n°2006-623). Ils seront stockés dans un endroit protégé interdisant toute contamination de l'environnement (récipients fermés, ventilation du local, sol étanche). L'accès au local sera réservé aux seules personnes concernées. Ils seront ensuite traités comme des déchets dangereux.

Tous les produits dangereux seront stockés et traités dans les conditions décrites ci-dessus.

En cas de pollution accidentelle, des kits de première urgence (boudins absorbants, EPI...) seront mis à disposition dans un endroit connu de tous pendant toute la durée du chantier.

Ces kits devront être réapprovisionnés après chaque utilisation.

En cas de pollution non maîtrisée et non traitée, les autorités locales devront être informées dans les meilleurs délais.

[Les kits devront être présents dès la phase de démolition.](#)

Article 11 : Gestion et collecte sélective des déchets

Article 11.1 : Limitation des volumes et quantités de déchets

La production de déchets à la source peut être réduite :

- ☐ par le calepinage
- ☐ en préférant la production de béton hors du site.
- ☐ en privilégiant la préfabrication en usine
- ☐ en incitant les fournisseurs à reprendre les chutes (polystyrène par exemple) et les emballages,



palettes de livraison comprises

Ainsi les emballages sont contrôlés et limités dans leur quantité dès la passation des marchés avec les fournisseurs.

Les pertes et les chutes seront réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

Article 11.2 : Modalité de la collecte

Les modalités de collecte des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier dans le SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets) rédigé par l'entreprise en charge du compte Pro rata : ce document décrira :

- La signalisation des bennes et points de stockage ; l'identification des bennes sera notamment assurée par des logotypes facilement identifiables par tous désolidarisés des bennes.
- Une aire centrale de stockage comprenant :
 - benne ou emplacement matérialisé pour le bois
 - benne ou emplacement matérialisé pour métaux non ferreux et stockage du fer
 - benne pour les déchets industriels banals (DIB)
 - benne pour les déchets inertes (gravats, déblais)
 - bac déchets industriels spéciaux

Le volume des déchets dans une benne devra être tel qu'il ne provoque pas un bourrage de celle-ci.

- L'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation qui seront recherchées à l'échelle locale :
 - bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
 - déchets métalliques : ferrailleur
 - bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités
 - plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II
 - peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I
 - plâtre : tri dans une benne spécifique et valorisation selon filière Placoplatre
 - divers (classé en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II

Les bennes mises à disposition pour permettre ce tri seront équipées de filets pour éviter tout envol de déchets lors de leur transport.

Toute filière de valorisation est encouragée par la maîtrise d'ouvrage et devra être proposée par l'entreprise qui s'engagera sur un taux de valorisation final.

Les déchets seront obligatoirement gérés par le compte prorata.

Article 11.3 : Modalité de suivi des déchets

Les modalités de suivi des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier dans le SOGED. Les filières de transport et d'élimination ainsi que les taux de valorisation pour chaque type de déchets y seront précisées.

Le responsable environnement de l'équipe de maîtrise d'œuvre assurera le contrôle de la gestion des déchets.

Les BSD (Bordereau de Suivi de déchets) seront conservés dans le classeur environnement pour tous les déchets dangereux qui seront saisis sur Trackdéchets. Un bilan déchet sera réalisé chaque mois en réunion de chantier avec taux de valorisation. Les entreprises respecteront la réglementation en matière de suivi et établiront un registre déchets qu'elles tiendront à jour pour le chantier.

Les mélanges de déchets avec des produits dangereux sont interdits.

Article 11.4 : Déchets de démolition

Un SOGED spécifique à la démolition sera établi avant le démarrage de la démolition – il décrira les filières de traitement par déchets et précisera les taux de valorisation pour chacune. Il précisera les tonnages estimés par type de déchets et le flux d'enlèvement des déchets (nombre de camions par jour).

Les déchets de démolition feront systématiquement l'objet d'un tri – un taux de valorisation déchets de démolition sera transmis à la fin de la démolition. La traçabilité totale est exigée.

Des bennes de tri seront mises en place sur le site : Fer, Bois, Gravats, DIB à minima.

Les déchets dangereux (étanchéité) seront déclarés sur trackdéchets.

Les bennes déchets seront munies de filets pour le transport afin d'éviter l'envol des déchets.

Article 12 : Protection de la Biodiversité

Les travaux de démolition sont concernés par ces dispositions.

Aucun arbre ne sera abattu sans accord de la maîtrise d'œuvre. Les arbres conservés seront protégés par des barrières fixes.

Sur le chantier, le stockage devra éviter la formation de tout piège à faune.

L'éclairage sur chantier devra être éteint la nuit afin de ne pas perturber la faune nocturne.

Si une clôture est mise en place sur le chantier, celle-ci devra être adaptée pour permettre le passage de la petite faune (hérisson, fouine, blaireau...) :

Les clôtures doivent respecter 3 impératifs : • hauteur maximum de 2 m • espaces de 0,2 à 0,8 m en bas, sans muret.

Article 13 : Sécurité incendie

Les travaux de démolition sont concernés par ces dispositions.

Les consignes sécurité incendie doivent être affichées sur le chantier. Elles doivent être respectées par toutes personnes présentes sur le chantier.

Il est formellement interdit de brûler les déchets de chantier.

Article 14 : Base vie

La gestion de la base vie se fera dans les conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres aux conditions d'utilisation du personnel seront prises leur assurant un niveau de confort suffisant.



Les planchers des locaux seront étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol. Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes seront raccordées au réseau d'assainissement et devront respecter la réglementation sanitaire départementale en vigueur. La base vie sera munie d'éclairage avec détection de présence. Le chauffage sera programmable. L'arrivée d'eau sera équipée d'un compteur qui sera relevé tous les mois voire toutes les semaines si une dérive est constatée (vendredi soir puis lundi matin) pour détecter les fuites éventuelles. Les consommations électriques du chantier feront également l'objet d'un relevé et d'un bilan mensuel voire toutes les semaines si une dérive est constatée (vendredi soir puis lundi matin).
En phase de démolition un suivi des consommations en eau sera demandé.

Article 15 : Classeur environnement

Un classeur environnement sera tenu à jour sur le site pendant toute la durée des travaux. Le responsable « chantier propre entreprises » en a la responsabilité.

Ce classeur contient :

- La charte chantier propre signée par toutes les entreprises
- Le suivi des consommations eau et énergies (électricité, fuel si groupe électrogène)
- Les Bordereaux de suivi des déchets et le comptage des bennes évacuées
- Les fiches d'anomalies liées aux événements accidentels
- Le recueil des plaintes ou remarques des riverains
- Compte-rendu des visites chantier propre
- Les enregistrements des sensibilisations au chantier propre

Article 16 : Insertion

L'ensemble des entreprises devra dans le cadre du chantier, des heures travaillées en insertion. Il précisera la répartition des heures avec ses cotraitants et les modalités de mise en œuvre (appel à une association, à une agence d'intérim spécialisée, autre...)

Il rendra compte mensuellement des heures réalisées.

Article 17 : Manquements et pénalités

En cas de non-respect des points citées ci-dessous, sur constat de la Maîtrise d'Œuvre et mise en demeure préalable par la Maîtrise d'Œuvre, les entreprises en infraction s'exposent aux pénalités suivantes :

- ☐ pollution du sol ou des eaux pluviales constatée : 300 € HT ;
- ☐ nettoyage du chantier, de ses abords ou des voiries attenantes non réalisé : 150 € HT à chaque constat (prestation externe non comprise);
- ☐ toute autre infraction grave aux prescriptions de la charte « chantier propre » : 200 € HT à chaque constat pour toutes les infractions citées ci-dessous :
 - dépôt sauvage ou enfouissement des déchets ;
 - stockage de produits ou de matériels en dehors des zones prévues à cet effet ;
 - matériel de chantier ou produits ou matériels en dehors des zones prévues à cet effet ;
 - matériel de chantier ou produits utilisés non-conformes ;
 - clôtures non entretenues ;



- brûlage sur chantier non autorisé ;
- stationnement en dehors des zones autorisées et gênant pour le bon déroulement du chantier
- dispositions ou procédures prévues dans l'organisation du chantier propre non respectées (respect des niveaux sonores, respect de la sécurité du personnel, information du personnel, horaire de travail, non remise des documents demandés) ;
- non-respect constaté des horaires liés à la réglementation bruit ;
- non participation à la réunion environnement mensuelle

☐ non-régularisation d'une des infractions précitées : 200 € HT par jour de retard par rapport à la date de mise en conformité consignée dans le courrier ou mail signifiant la pénalité.

En plus des amendes ci-dessus, l'entreprise responsable de ces écarts devra s'acquitter des frais de dépollution et de remise en état du site.

Ces pénalités ne préjugent en rien du règlement d'éventuelles amendes dues à l'administration.

Article 17 : Signature

Entreprise	Nom du responsable habilité à engager l'entreprise	Date Signature Cachet